

Brochure n° 3193

**Convention collective nationale**  
**BÂTIMENT**  
IDCC : 1596. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

---

**ACCORD DU 28 OCTOBRE 2010**  
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS POUR L'ANNÉE 2011  
(BRETAGNE)

NOR : ASET1150559M  
IDCC : 1596

---

Entre :  
La FFB Bretagne ;  
L'UR CAPEB Bretagne ;  
La fédération Ouest des SCOP BTP,

D'une part, et  
L'URCB CFDT Bretagne ;  
L'UR CGT-FO BTP Bretagne ;  
L'URB CFTC Bretagne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le régime de petits déplacements défini en application du titre VIII, chapitre I<sup>er</sup>, de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990, étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991, concernant les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) a pour objet d'indemniser forfaitairement les ouvriers travaillant dans les entreprises de bâtiment de Bretagne des frais supplémentaires qu'entraîne pour eux la fréquence des déplacements, inhérente à la mobilité de leur lieu de travail.

Le régime d'indemnisation des petits déplacements comporte les indemnités professionnelles suivantes :

- indemnité de repas ;
- indemnité de frais de transport ;
- indemnité de trajet,

qui sont versées aux ouvriers bénéficiaires.

Ces indemnités de remboursement de frais sont journalières, forfaitaires et fixées en valeur absolue ; leur montant est déterminé à l'échelon de la région.

**Article 2**

Le présent accord renvoie, point par point, aux dispositions contenues dans le chapitre VIII.I des conventions collectives du bâtiment du 8 octobre 1990 susvisé, sous réserve des adjonctions et précisions ci-après :

- zones circulaires concentriques : pour tenir compte des particularités propres à la première zone, celle-ci est divisée en deux sous-zones, de 0 à 4 km et de 4 à 10 km ;
- indemnité de repas : l'ouvrier qui travaille dans la première sous-zone, de 0 à 4 km, et bénéficie, en outre, en milieu de journée d'un temps de pause au moins égal à 1 h 30 est réputé prendre son repas à sa résidence habituelle, sauf s'il s'avère qu'il en va autrement dans les faits, et cela pour des raisons tenant, notamment, à la localisation du chantier, comme aux moyens de transport existants.

### Article 3

Le montant des indemnités découlant des articles 1<sup>er</sup> et 2 ci-dessus est fixé comme suit, du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 31 décembre 2011

I. – Indemnité de repas : 9 €.

II. – Indemnité de frais de transport

*(En euros.)*

| ZONE           | INDEMNITÉ<br>de transport |
|----------------|---------------------------|
| 1 (0 à 4 km)   | 0,45                      |
| 1 (4 à 10 km)  | 2,24                      |
| 2 (10 à 20 km) | 4,45                      |
| 3 (20 à 30 km) | 6,10                      |
| 4 (30 à 40 km) | 7,82                      |
| 5 (40 à 50 km) | 9,52                      |

III. – Indemnité de frais de trajet

*(En euros.)*

| ZONE           | INDEMNITÉ<br>de trajet |
|----------------|------------------------|
| 1 (0 à 4 km)   | 0,42                   |
| 1 (4 à 10 km)  | 1,36                   |
| 2 (10 à 20 km) | 1,88                   |
| 3 (20 à 30 km) | 2,82                   |
| 4 (30 à 40 km) | 3,94                   |
| 5 (40 à 50 km) | 4,71                   |

Ces montants prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2011 resteront en application jusqu'au 31 décembre 2011.

### Article 4

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

Fait à Rennes, le 28 octobre 2010.

(Suivent les signatures.)